

83 – Toulon – Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale

**Marché de maîtrise d'œuvre
relatif à mise en conformité de certains ouvrages de sécurité
incendie et à la réalisation de diverses prestations tous corps
d'état**

Programme de l'opération



Photographie non contractuelle

SOMMAIRE

1. PRESENTATION DE L'OPERATION.....	3
1.1. OBJET DE L'OPERATION	3
1.2. PRESENTATION DE LA CNMSS (PROPRIETAIRE DU SITE ET MAITRE D'OUVRAGE)	3
1.3. IMPLANTATION DE L'OPERATION	4
1.4. PRESENTATION DU BATIMENT BRUN	5
1.5. PRESENTATION DU BATIMENT BLEU	6
1.7. PLANS EXISTANTS DES NIVEAUX DES BATIMENTS	7
1.8. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES / CHARTE GRAPHIQUE	7
1.9. OBLIGATION DE DISCRETION ET CONFIDENTIALITE.....	7
2. EXPRESSION DES BESOINS ET EXIGENCES DU MAITRE D'OUVRAGE	7
2.1. GENERALITES	7
2.2. EXPRESSION DES BESOINS FONCTIONNELS	8
2.3. EXIGENCES REGLEMENTAIRES	17
2.4. EXIGENCES TECHNIQUES.....	18
2.5. EXIGENCES RELATIVES AU MAINTIEN EN FONCTIONNEMENT DU SYSTEME DE SECURITE INCENDIE (SSI) ET DES OUVRAGES DE SECURITE INCENDIE, PENDANT TOUTE LA DUREE DES TRAVAUX	19
3. MODALITES DE REALISATION ET CONTRAINTES DE DEROULEMENT DES TRAVAUX.....	20
3.1. MISSIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE	20
3.2. PRESTATIONS INTELLECTUELLES	20
3.3. TYPE DE CONSULTATION ET DE MARCHE PRESENTIS POUR LES TRAVAUX.....	21
3.4. CONTRAINTES DE DEROULEMENT DES TRAVAUX	22
3.5. CONTINUITE DE FONCTIONNEMENT A RESPECTER PENDANT LES TRAVAUX	29
4. PLANNING PREVISIONNEL DE L'OPERATION	30
5. ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE DES TRAVAUX.....	30

MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE

1. PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1. Objet de l'opération

Le présent marché a pour objet une mission de maîtrise d'œuvre, relative à la mise en conformité de certains ouvrages de sécurité incendie et à la réalisation de diverses prestations tous corps d'état, à la Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale de Toulon.

La mission de maîtrise d'œuvre concerne :

- le remplacement des blocs portes coupe-feu DAS (Dispositif Actionné de Sécurité) et des blocs portes coupe-feu non DAS, de recoupement des circulations, à tous les niveaux du **bâtiment brun**,
- la (re)constitution du degré coupe-feu (CF) réglementaire, de toutes les parois verticales de recoupement des circulations (y compris prolongements), dans lesquelles sont insérés les blocs portes DAS, à tous les niveaux du **bâtiment brun** ;
- le remplacement de revêtements de sols dans des couloirs du **bâtiment brun** ;
- les modifications du plancher haut (structure béton) du garage pour véhicules légers (VL) du **bâtiment bleu** :
 - la dépose du flocage situé en sous-face du plancher haut,
 - les réparations et traitements correctifs et préventifs du plancher haut qui comporte des éléments en béton détériorés et des armatures dégradées,
 - la reconstitution du degré coupe-feu réglementaire du plancher haut et l'amélioration de sa résistance thermique,
 - la réalisation de l'isolement CF du garage par rapport aux locaux contigus,
- le remplacement de blocs portes de certains locaux des **bâtiments brun et bleu**,
- divers prestations et ouvrages tous corps d'état complémentaires et/ou nécessaires aux parfaites réalisation et finition des travaux décrits ci-dessus.

1.2. Présentation de la CNMSS (propriétaire du site et maître d'ouvrage)

La Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale (CNMSS) est un établissement public national à caractère administratif, doté de l'autonomie juridique et financière. Son activité relève du service public. Son siège social est à Toulon (83).

Sa mission essentielle est de servir aux militaires et à leur famille les prestations prévues par la loi, en remboursant les frais de soins nécessités par la maladie ou la maternité. A titre complémentaire, elle intervient en faveur de ses assurés les plus démunis sur son fonds d'action sanitaire et sociale. Par ailleurs, elle développe des actions de prévention. Depuis 2004, les soins liés aux APIAS sont remboursés par la CNMSS pour le compte de la DCSSA. Depuis 2010, elle reprend, pour le compte de l'Etat, la mission de remboursement des soins médicaux gratuits et des dépenses d'appareillage, au profit des anciens combattants titulaires d'une pension militaire d'invalidité.

Extrait du guide d'accueil de la CNMSS

1.3. Implantation de l'opération

L'adresse du siège social de la CNMSS est :

247 avenue Jacques Cartier 83090 Toulon cedex 9.

Le site de la CNMSS comporte :

- le bâtiment « brun » (façades marron) au 247 avenue Jacques Cartier,
- le bâtiment « bleu » (façades bleu) au 256 avenue Jacques Cartier,
- des espaces verts, des parkings et divers ouvrages.

Les prestations concernent les bâtiments brun et bleu construits dans les années 1970.



1.4. Présentation du bâtiment BRUN

L'accès principal au bâtiment brun s'effectue depuis l'avenue Jacques Cartier.

Les surfaces approximatives du bâtiment, fournies à titre indicatif, sont les suivantes :

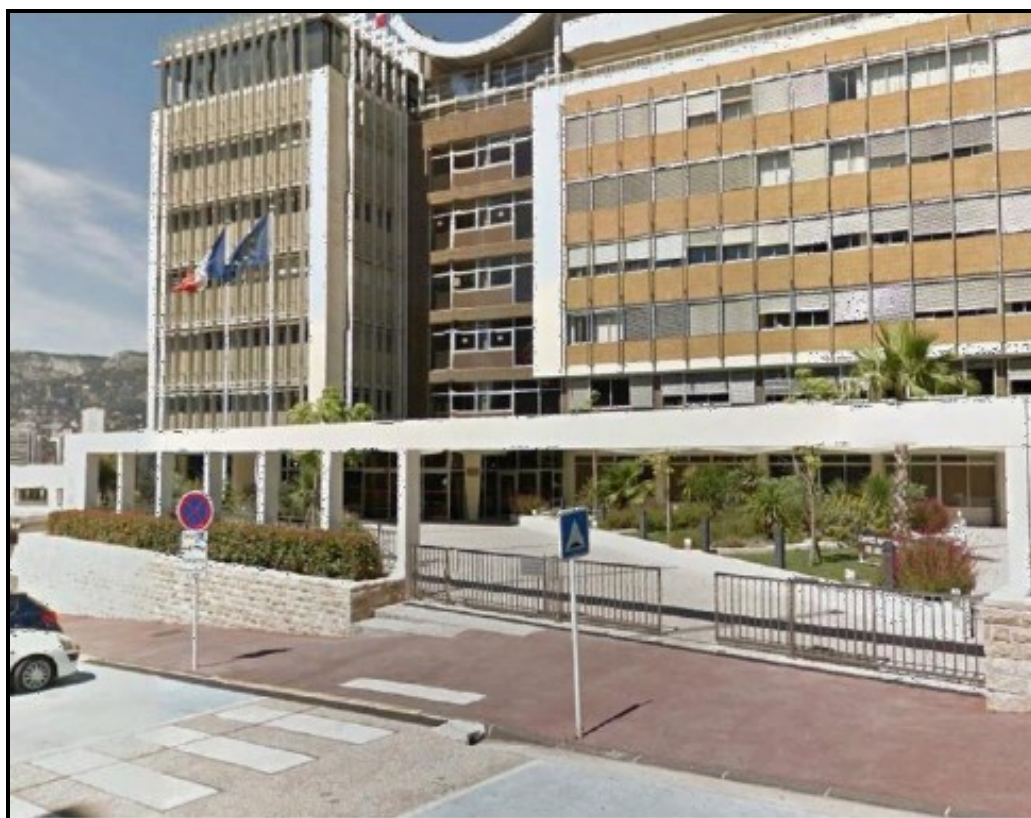
Surface utile brute totale	SHON totale
9 529 m ²	11 256 m ²

Le bâtiment brun de type R+7 (plus un sous-sol au niveau « -1 ») est assujéti au code du travail (plancher bas du dernier niveau supérieur à 8 mètres).

Nota : Le hall d'accueil du rez-de-chaussée est classé ERP (établissement recevant du public) de 5^{ème} catégorie type W (surface d'environ 150m²).

L'effectif du bâtiment brun est d'environ 500 personnels de la CNMSS (effectif variable dans le temps).

Le bâtiment brun est relié au bâtiment bleu par un tunnel (galerie technique).



1.5. Présentation du bâtiment BLEU

L'accès principal au bâtiment bleu s'effectue depuis l'avenue Jacques Cartier.

Les surfaces approximatives du bâtiment, fournies à titre indicatif, sont les suivantes :

Surface utile brute totale	SHON totale
7 809 m ²	8 695 m ²

Le bâtiment bleu de type R+6 (plus 2 niveaux « -1 » et « -2 » au sous-sol) est assujéti au code du travail (plancher bas du dernier niveau supérieur à 8 mètres).

L'effectif du bâtiment bleu est d'environ 450 personnels de la CNMSS (effectif variable dans le temps).

Le bâtiment bleu est relié au bâtiment brun par un tunnel (galerie technique).



1.7. Plans existants des niveaux des bâtiments

La CNMSS dispose des différents plans de niveaux des bâtiments BRUN et BLEU (plans d'aménagement et de répartition des locaux existants) en version « .dwg ».

Les fichiers « .dwg » seront communiqués au maître d'œuvre lors du démarrage de la phase « Diagnostic ».

Les plans en possession du maître d'ouvrage sont partiellement à jour et comportent des inexactitudes.

Ils devront être vérifiés, modifiés et mis à jour par le maître d'œuvre pendant la phase « Diagnostic ».

Nota : La CNMSS ne possède pas les dossiers des ouvrages exécutés (DOE) des ouvrages.

1.8. Informations complémentaires / charte graphique

Pour information, la Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale (CNMSS) possède une charte graphique complète à respecter impérativement (logos, code couleur...).

Ces éléments devront être intégrés dans les différents rendus et plans du maître d'œuvre.

1.9. Obligation de discrétion et confidentialité

Les prescriptions du cahier des clauses administratives particulières du marché (CCAP) de maîtrise d'œuvre sont à respecter.

2. EXPRESSION DES BESOINS ET EXIGENCES DU MAITRE D'OUVRAGE

2.1. Généralités

Ce chapitre a pour objet de présenter l'ensemble des besoins et des caractéristiques fonctionnels relatifs au projet, ainsi que les exigences du maître d'ouvrage.

Les solutions proposées par le maître d'œuvre devront obligatoirement être traditionnelles ou bénéficier d'un avis technique favorable en cours de validité. Les avis techniques d'expérimentation, les ETN, ainsi que les techniques non courantes ne seront pas admises par le maître d'ouvrage.

Lorsque la réglementation l'impose, les ouvrages devront bénéficier d'une garantie décennale (châssis et menuiseries extérieures, systèmes d'étanchéité...).

2.2. Expression des besoins fonctionnels

La présente mission s'inscrit dans le prolongement de la récente opération de remplacement (en 2024) du système de sécurité incendie (SSI) des bâtiments brun et bleu. Elle a pour objectif d'améliorer les conditions de sécurité incendie des bâtiments de la CNMSS, limiter la propagation du feu en cas d'incendie et permettre l'évacuation des occupants le plus rapidement possible en toute sécurité.

2.2.1. Remplacer les blocs-portes coupe-feu DAS de recoupement des circulations du bâtiment brun et rendre coupe-feu les parois dans lesquelles ils sont insérés

Le code du travail s'applique au bâtiment brun avec les dispositions applicables aux bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol, notamment le recoupement des circulations par des parois coupe-feu tous les 30 mètres.

Les blocs-portes existants de type DAS (Dispositif Actionné de Sécurité), maintenus en position ouverte avec des ventouses pour des raisons d'exploitation, sont reliés au système de sécurité incendie (SSI) et présentent des signes de vétusté et de non-conformité (blocs portes de différentes époques, modifications de blocs portes dans le temps, blocs portes détériorés, absence de traçabilité et de procès-verbal feu, vétusté de quincailleries, etc.).

L'un des objectifs est d'obtenir des blocs portes DAS certifiés feu et possédant des procès-verbaux d'associativité et de compatibilité avec le système de sécurité incendie (SSI). Pour s'en assurer, le maître d'ouvrage a souhaité s'entourer des compétences nécessaires (une équipe de maîtrise d'œuvre intégrant un coordonnateur SSI et un contrôleur technique indépendant), chacun dans son rôle et son domaine de responsabilité.

Le besoin est le suivant :

- **remplacer tous les blocs portes coupe-feu DAS (Dispositif Actionné de Sécurité) et tous les blocs portes non DAS, de recoupement des circulations**, à tous les niveaux du bâtiment brun (du sous-sol au 7^{ème} étage) par de nouveaux blocs portes DAS coupe-feu reliés au Système de Sécurité Incendie (SSI). Soixante-cinq (65) blocs portes environ sont concernés,
- **rendre coupe-feu et/ou reconstituer le degré coupe-feu réglementaire, de toutes les parois verticales de recoupement des circulations**, dans lesquelles sont insérés les blocs portes DAS, à tous les niveaux du bâtiment brun (du sous-sol au 7^{ème} étage) ; Soixante-cinq (65) parois environ sont concernés. Le maître d'œuvre devra vérifier la continuité du degré coupe-feu des parois verticales de recoupement des circulations dans les locaux contigus.

Le maître d'œuvre devra vérifier et déterminer la position des parois de recoupement des circulations, des blocs portes, des vantaux, le sens d'ouverture des vantaux par rapport à la réglementation, au sens d'évacuation, aux blocs d'éclairage de sécurité, aux plans d'évacuation incendie et à la configuration des lieux (en identifiant et en levant les incohérences le cas échéant).

Il devra également prendre en compte les emplacements des escaliers et des ascenseurs du bâtiment, ainsi que les modalités d'évacuation des handicapés retenues par l'établissement (chaises d'évacuation et aide humaine) dans le cadre de ses études de conception.

Les prestations comprennent toutes les modifications, adaptations, déplacements et/ou remplacements des ouvrages situés à proximité des blocs portes DAS :

- les parois verticales des circulations intégrant les blocs portes, ainsi que les plinthes,
- les parois verticales dans les locaux contigus aux circulations (prolongation des parois de recoupement coupe-feu),
- les plafonds suspendus,
- les conduits, bouches et grilles de ventilation, les clapets coupe-feu,
- les luminaires et les commandes d'éclairage,
- les blocs d'éclairage de sécurité,
- les éléments de signalétique,
- les revêtements de sols et les barres de seuil,
- les ventouses électromagnétiques (à remplacer), leurs câbles d'alimentation et leurs moulures PVC,
- les équipements de sécurité incendie (déclencheurs manuels, détecteurs incendie, sirènes, extincteurs et leur signalétique, etc.),
- les rebouchages des trous existants (notamment en plénum des plafonds suspendus),
- les enduits et les peintures de finition des parois et ouvrages contigus,
- les autres ouvrages.

En base, sous réserve que la réglementation l'autorise et de faisabilité, le maître d'ouvrage préférerait des blocs portes DAS coupe-feu (degré à déterminer par le maître d'œuvre selon localisation) à 2 vantaux avec ventouses de caractéristiques minimales suivantes :

Caractéristiques du dormant :

- dormant bois ou métallique, 4 paumelles minimum par vantail.

Caractéristiques des vantaux :

- épaisseur minimale de chaque vantail 40 mm (épaisseur selon le degré coupe-feu),
- portes à âme pleine en bois d'aggloméré feu,
- parements plans [stratifiés](#), [oculus coupe-feu sur chaque vantail](#),
- largeur minimale du plus grand vantail : 0,93 m,
- largeur minimale du second vantail : selon localisation du bloc porte et configuration des lieux,
- un ferme-porte pour chaque vantail (pour les portes battantes),
- un système de sélection de fermeture des vantaux (pour les portes battantes),
- deux (2) ventouses avec boutons de décondamnation et de réarmement (avec tous les accessoires de fixation des ventouses, permettant de s'adapter à toutes les configurations),
- des poignées de tirage sur les vantaux, avec plaques de propreté ½ lune de part et d'autre, en acier inox,
- tous les dispositifs et équipements réglementaires.

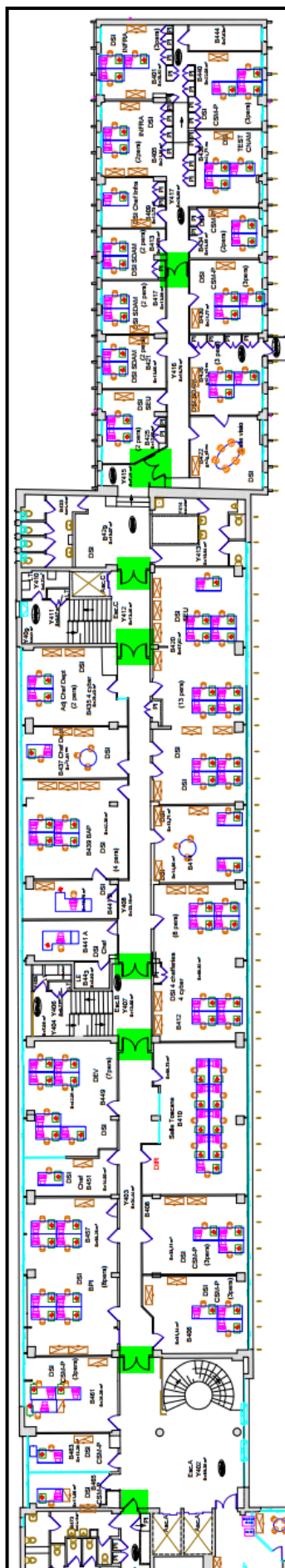
Il ne devra y avoir aucun dispositif de condamnation (pas de serrure) sur les portes.

La largeur d'un bloc porte ne sera pas inférieure à celle du bloc porte à remplacer.

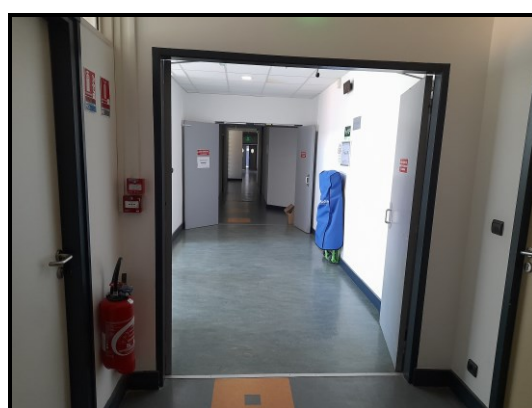
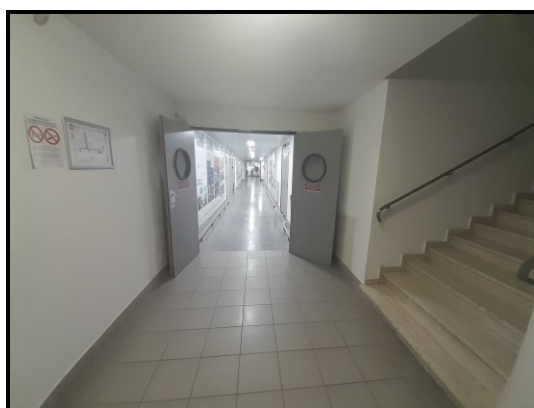
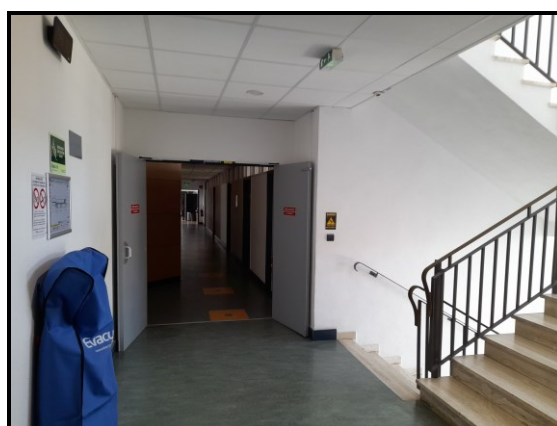
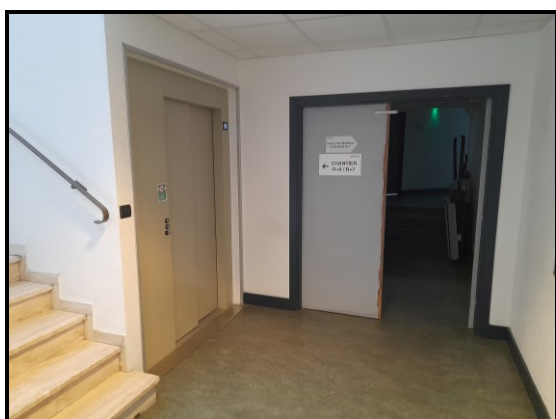
Les mêmes caractéristiques sont souhaitées pour les blocs portes à un seul vantail.

Nota : Le maître d'œuvre pourra proposer en option dans ses études des blocs portes DAS avec système de bandeau DAS intégré.

Ci-après, en exemple, le plan d'un niveau du bâtiment brun permet de visualiser les recoupements des circulations et les blocs portes DAS existants :



Exemple d'un niveau du bâtiment brun avec 8 blocs portes (zone en verte) à remplacer



Exemples de blocs portes DAS et de parois de recouplement des circulations

2.2.2. Remplacer les revêtements de sols des circulations situés entre les blocs portes DAS

Afin d'éviter tout problème d'altimétrie des sols finis par rapport aux blocs portes et éviter toute recoupe ultérieure de vantaux, le maître d'ouvrage souhaite que les revêtements de sol des circulations, entre les blocs portes soient remplacés, en même temps que les blocs portes.

Le remplacement concerne potentiellement entre **1100 et 1500 m² de sol**.

Les caractéristiques minimales du revêtement de sol souhaité par le maître d'ouvrage sont les suivantes :

- **Réaction au feu réglementaire** ;
- Sol PVC compact (pas de couche acoustique) de classement UPEC **U4P3** et trafic intense avec couche d'usure renforcée ;
- Glissance **R9/R10** (selon réglementation et localisation des sols) ;
- Stabilité dimensionnelle dans le temps ;
- Faibles dégagements de composés organiques volatiles (**qualité de l'air A+**) ;
- Matériaux réalisés à partir d'un pourcentage de produits recyclés ;
- Garantie de 10 ans sur le produit ;
- Facilité d'entretien et de nettoyage ;
- Possibilité de réparer et/ou remplacer facilement des parties de sol ;
- Choix de nombreux motifs et coloris ;

Les locaux (bureaux, salle de réunion, autres usages, etc...) ne seront pas déménagés et resteront en activité et en fonctionnement pendant toute la durée des travaux. Les travaux se dérouleront en site occupé. Certains travaux pourront être réalisés en horaires et/ou jours décalés (le soir après 19H30 et/ou le samedi) sous réserve d'obtenir l'autorisation de la CNMSS, du respect du règlement intérieur et des dispositions du code du travail.

Le maître d'œuvre proposera plusieurs solutions techniques, avec différents types de produits (nature de matériau, lés, dalles, lames...) et différents modes de pose, en présentant les incidences de coûts et de délais et les avantages/inconvénients de chaque option dès la phase APS.

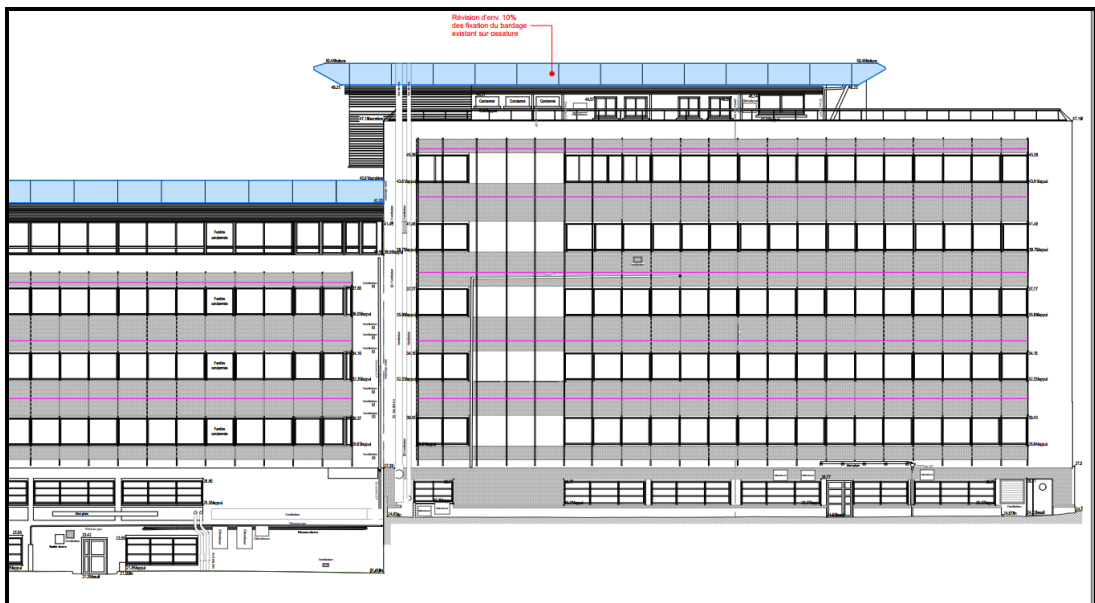
Des solutions avec remplacement de chapes (suspicion de la présence de chapes « couscous » à base de ciment et de sable) et avec conservation de chapes seront notamment étudiées.

Apparemment certains revêtements de sols PVC existants ont été posés par-dessus un carrelage.

2.2.3. Reconstituer le degré coupe-feu réglementaire, améliorer la résistance thermique et réparer le plancher haut (structure béton) du garage du bâtiment bleu

Le garage pour véhicules légers (VL) du bâtiment bleu, d'une surface d'environ **250 m²**, est un local à risque incendie.

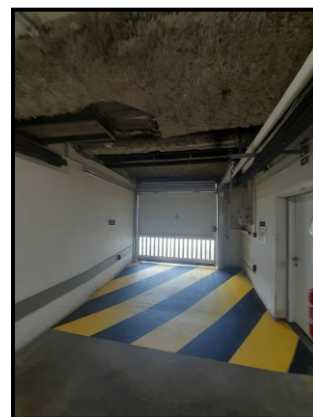
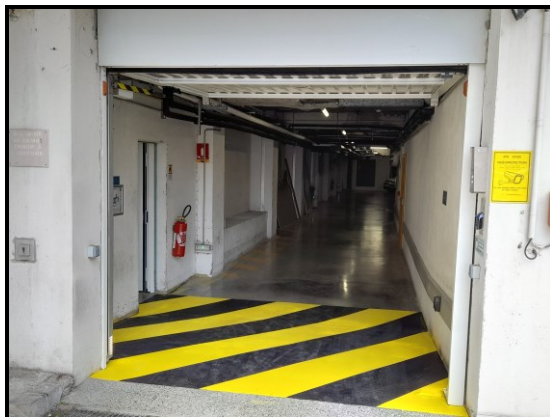
La façade OUEST du bâtiment bleu (côté mer) est située à l'aplomb du garage.



Le plancher haut du garage en béton armé (composition à déterminer par le maître d'œuvre) forme une toiture terrasse (étanchéité) accessible aux piétons et aux véhicules, notamment pour l'accès à la zone courrier (voir photographie ci-après).



Situé au sous-sol du bâtiment bleu, le garage (local fermé), dont l'accès se fait depuis une porte sectionnelle donnant sur l'extérieur, possède en sous-face de son plancher haut, un flocage fibreux détérioré (détachement par plaques, émission de fibres, poussières sur les voitures, absence partielle de flocage sur les gaines de ventilation, lattis de type « Nergalto » abîmés, conduits d'électricité et ouvrages collés au plafond, etc.) qui ne remplit donc plus totalement sa fonction coupe-feu et d'isolant thermique.



Les besoins sont les suivant :

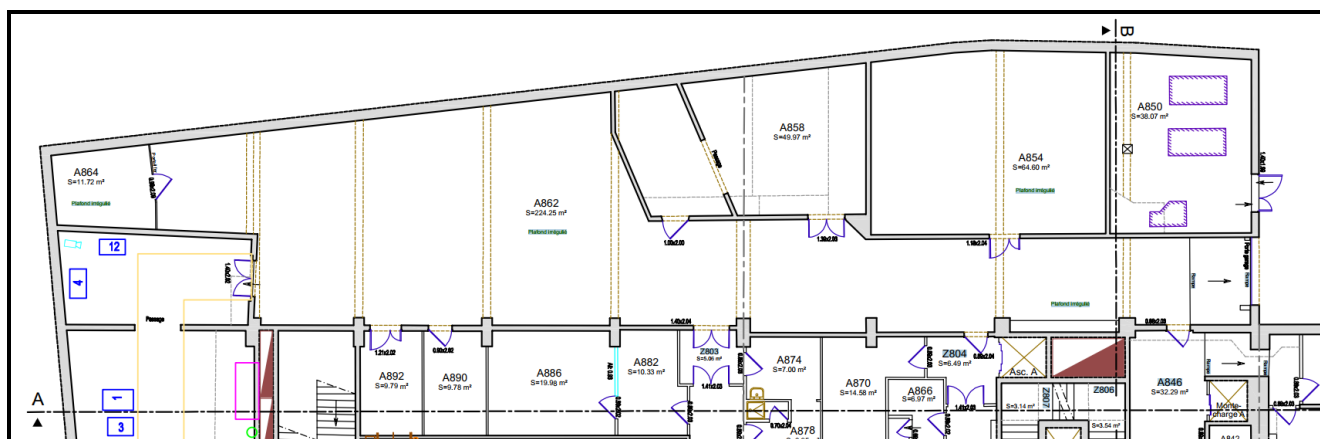
- Déposer et remplacer le flocage dégradé par un autre produit de flocage de degré coupe-feu et de résistance thermique adaptés et/ou par une autre solution technique ;

Nota : Si une solution par flocage est retenue, le maître d'ouvrage préférerait si possible un produit plus « pâteux » possédant une meilleure tenue dans le temps.

- Déposer et reposer et/ou remplacer les différents ouvrages situés en sous-face de plancher haut (gaines et conduits de ventilation, chemins de câbles, supports, conduits et câbles d'électricité, ouvrages de CVC, luminaires, etc.), ainsi que traiter tous les points singuliers, de manière à pouvoir obtenir le degré coupe-feu réglementaire de la totalité du plancher haut ;

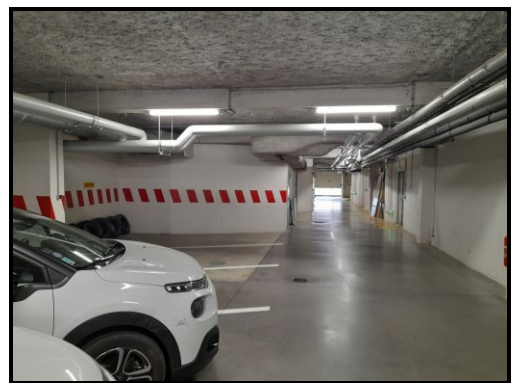
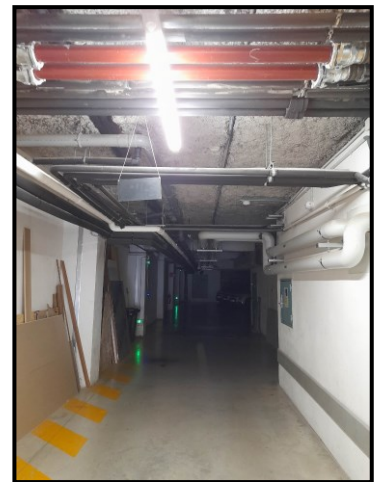
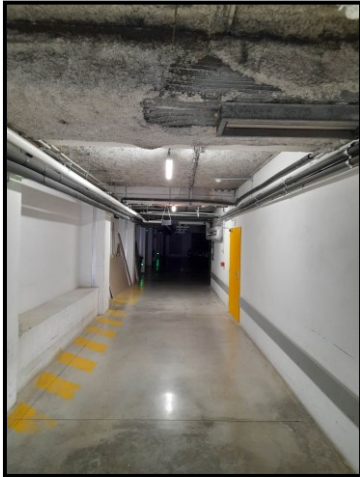
- Réparer le plancher haut en béton armé dégradé (épaufures, éclats, armatures corrodées à nues, défaut d'enrobage, etc.) et réaliser les traitements correctifs et préventifs nécessaires ;

- Réaliser l'isolement coupe-feu du garage (parois, portes, trous, etc.) par rapport aux locaux contigus (locaux techniques, circulations, etc.) ;



Plan du garage du bâtiment bleu (local A862)

Photographies du garage



Béton dégradé et armatures apparentes

2.2.4. Remplacer les blocs portes de certains locaux

Certains locaux des bâtiments brun et bleu sont des locaux à risque d'incendie. Un certain nombre de ces locaux comportent des blocs-portes vétustes, parfois très détériorés. Les futurs blocs-portes coupe-feu permettront d'isoler les locaux concernés du reste de l'établissement.

Les locaux concernés (une vingtaine) seront identifiés par le maître d'ouvrage lors du démarrage de la phase Diagnostic.

2.2.6. Autres ouvrages

D'autres ouvrages impactant la sécurité incendie pourront également être modifiés et/ou remplacés le cas échéant dans les bâtiments brun et bleu.

2.2.7. Réaliser tous les travaux d'adaptation tous corps d'états nécessaires au respect des besoins et exigences du programme, ainsi qu'à la parfaite finition des ouvrages

- Réaliser les travaux tous corps d'états nécessaires au respect des besoins et exigences du programme de l'opération, ainsi qu'à la parfaite finition des ouvrages (exemples : rebouchages coupe-feu, percements/carottages, rebouchages et reprises d'enduits suite aux ouvrages et installations déposés, reprises de peinture et finitions, modifications des ouvrages tous corps d'états, travaux de gros œuvre, second œuvre, menuiseries, crosses, pénétrations et sorties d'équipements techniques, etc...) ;

Nota : Les reprises de peinture pour une parfaite finition devront être prises en compte dans tous les locaux.

2.2.8. Améliorer la connaissance des installations et la fiabilité des procédures

- **Obtenir des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE) détaillés et complets** (cela permettra également au coordonnateur SPS de réaliser les dossiers d'intervention ultérieure sur les ouvrages (DIUO) dans le cadre de la sécurité des personnes),

- **Obtenir un dossier d'identité SSI à jour** prenant en compte les modifications apportées lors de la présente opération (remplacement des blocs portes DAS asservis au SSI...) ;

- Posséder des documents et des plans des ouvrages et des installations techniques modifiées pendant les travaux, afin que l'exploitant puisse disposer de supports fiables, à jour et détaillés ;

- Mettre à jour et/ou créer des procédures de maintenance, d'entretien, de nettoyage et d'exploitation pour tous les ouvrages (procédures préventives et correctives détaillées) ;

- Proposer à l'exploitant un contrat de maintenance exhaustif détaillé, permettant d'une part un entretien, une maintenance et une exploitation aisée des ouvrages.

2.3. Exigences réglementaires

Les principaux textes réglementaires à appliquer (liste non exhaustive) sont les suivants :

2.3.1. Dispositions réglementaires incendie (sécurité des personnes)

- le **Code du Travail** (avec dispositions applicables aux bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol) ;
- **l'Instruction Technique n°246 modifiée** ;
- **l'arrêté du 23 juin 1978, modifié par l'arrêté du 30 novembre 2005**, relatif aux « installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public » ;
- **le règlement sanitaire départemental** ;

Nota : Le hall d'accueil du bâtiment brun est un établissement recevant du public (ERP) classé 5^{ème} catégorie type W.

2.3.2. Autres dispositions réglementaires

Les travaux devront être réalisés conformément à la réglementation en vigueur.

Les installations seront conçues suivant les prescriptions des lois, décrets, arrêtés, circulaires et instructions ministériels, préfectoraux et communaux, aux prescriptions techniques générales constituées par le documents du R.E.E.F. et du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB), notamment les règles de calculs, tous les DTU et normes, instructions techniques, guides et fascicules réglementaires, les documents publiés par le CSTB et relevant de la procédure de l'avis technique, cahiers et avis techniques, les cahiers des clauses techniques générales, les règles de l'Art de la profession.

2.3.3. Réglementations amiante et plomb

Voir l'article intitulé « Etudes préliminaires » du présent programme.

2.4. Exigences techniques

2.4.1. Exigences techniques générales

2.4.1.1. Durabilité et pérennité

Il sera privilégié des matériaux, des matériels et des équipements robustes et résistants, nécessitant un faible entretien. L'entretien devra par ailleurs être le plus simple possible.

La pérennité des matériaux dans le temps (sur les trente prochaines années) est particulièrement importante.

Les matériaux, de par les choix judicieux de leur couleur et de leur nature, devront être peu salissants, résister à l'encrassage, aux tâches, aux rayures, aux dégradations, aux chocs et aux frottements.

La fiabilité et la qualité des installations techniques sont une priorité.

Ces prescriptions concernent tous les ouvrages.

Chaque ouvrage devra donc être adapté aux sollicitations auxquelles il est soumis.

2.4.1.2. Qualité environnementale des matériaux et produits

Le choix de matériaux allergènes sera soigneusement évité.

Les éléments en bois ou dérivés du bois posséderont les labels PEFC et FSC chaque fois que les labels existent pour les éléments en bois et dérivés du bois concernés. Les bois seront issus de forêts certifiées gérés durablement.

Les peintures utilisées posséderont le label NF Environnement (lorsqu'il existe pour le type de peinture considérée).

Tous les matériaux choisis devront posséder un taux de composés organiques volatiles (COV) le plus bas possible.

Le maître d'œuvre fournira les FDES (fiches de déclaration environnementale et sanitaire) de tous les matériaux et produits.

Le maître d'œuvre devra insérer dans le PRO/DCE une clause environnementale concernant les blocs portes en bois.

2.4.2. Exigences relatives à la maintenance

L'entretien, la maintenance et la réparation des différents ouvrages et équipements devront être aisés (obligation imposée par le maître d'ouvrage). Les opérations de maintenance devront nécessiter un minimum de matériels et d'équipements de manutention et de levage. Chaque fois que possible, les ouvrages seront démontables aisément.

Les équipements techniques seront de technicité éprouvée et issus de marques notoirement connues pour leur fiabilité. Leur fonctionnement sera le plus fiable possible (fiabilité des composants, disponibilité des pièces de rechange assurée sur le long terme...).

Les différents organes d'isolement, de mesure et de réglage devront être parfaitement et très aisément accessibles, afin de faciliter les opérations de maintenance et d'exploitation.

2.4.3. Exigences techniques spécifiques

Les locaux, ouvrages, équipements et installations devront comporter toute la signalétique réglementaire (incendie, sécurité, signalisation diverses, consignes, repérages...).

2.5. Exigences relatives au maintien en fonctionnement du système de sécurité incendie (SSI) et des ouvrages de sécurité incendie, pendant toute la durée des travaux

Pendant toute la durée des travaux, afin d'assurer la sécurité de l'établissement et des occupants :

- le système de sécurité incendie (SSI) des bâtiments brun et bleu devra impérativement être maintenu en permanence en fonctionnement,**
- la continuité de fonctionnement des systèmes de désenfumage naturel des cages d'escalier et des systèmes de désenfumage mécanique des locaux devra être assurée,**
- le recoupement coupe-feu des circulations (parois et blocs portes) et des autres locaux devra être maintenu au maximum (limitation du nombre de blocs coupe-feu non opérationnels simultanés et dans le temps).**

Le maître d'œuvre doit étudier, intégrer et proposer dans ses études, des solutions, permettant d'assurer le maintien et la continuité de fonctionnement des ouvrages de sécurité incendie.

Le mode opératoire, le calendrier de l'OPC et le phasage retenus par l'équipe de maîtrise d'œuvre (dont le coordonnateur SSI) pour le remplacement des blocs portes DAS et le recoupement coupe-feu des circulations permettront d'assurer le maximum de compartimentage pendant toute la durée des travaux.

Le maître d'œuvre devra veiller au maintien en fonctionnement du système de sécurité incendie et des ouvrages concourant à la sécurité incendie pendant toute la durée des travaux.

3. MODALITES DE REALISATION ET CONTRAINTES DE DEROULEMENT DES TRAVAUX

3.1. Missions de maîtrise d'œuvre

Les missions de maîtrise d'œuvre (mission de base et missions complémentaires) sont définies dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du marché.

3.2. Prestations intellectuelles

3.2.1. Etudes préliminaires

* Repérage amiante et plomb avant travaux : Le maître d'ouvrage possède un marché accord-cadre avec un prestataire pour les repérages avant travaux amiante et plomb.

Des repérages réglementaires amiante et plomb avant travaux ont été réalisés sur le site dans le cadre de précédentes opérations de travaux.

Le maître d'œuvre jugera de la nécessité de réaliser des repérages complémentaires ; il indiquera les localisations précises des prélèvements d'échantillons (pour analyse et recherche d'amiante) et des diagnostics plomb à réaliser par le diagnostiqueur.

Le maître d'œuvre devra, à ce titre, effectuer une visite détaillée des locaux et des ouvrages concernés, avec le diagnostiqueur amiante/plomb.

Nota : Les diagnostics techniques amiante (DTA) des bâtiments brun et bleu sont également mis à disposition du maître d'œuvre.

3.2.2. Etudes d'assistance commandées par le maître d'ouvrage

3.2.2.1. Sécurité et Protection de la Santé

Les missions du coordonnateur SPS (Sécurité et Protection de la Santé) sont indiquées dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du marché de maîtrise d'œuvre.

3.2.2.2. Contrôle technique

Les missions du contrôleur technique sont indiquées dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du marché de maîtrise d'œuvre.

3.2.2.3. Autres études d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO)

Sans objet.

3.3. Type de consultation et de marché pressentis pour les travaux

Les prestations seront réalisées de la manière suivante :

* Allotissement :

Des lots séparés passés selon la procédure adaptée (MPPA), sont pressentis pour la réalisation des travaux.

Le choix définitif du mode de dévolution est précisé au plus tard avant le commencement des Études de Projet (PRO).

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) du marché de travaux, comprendra au moins les pièces suivantes pour chaque lot :

- * le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), ses plans et ses annexes ;
- * les pièces administratives :
 - le règlement de consultation (R.C.) et ses annexes,
 - le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses annexes,
 - le cadre d'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes,
- * le cadre de la décomposition du prix global forfaitaire (D.P.G.F.) et le cadre du devis descriptif estimatif détaillé (D.D.E.D.) ;
- * une feuille vierge d'attestation de visite des lieux ;
- * les pièces jointes suivantes :
 - le plan général de coordination SPS (PGCSPS),
 - le rapport de vérification initiale du contrôleur technique (RICT),
 - les rapports de repérage amiante et plomb avant travaux,
 - les rapports annuels de vérification électrique concernés,
 - le SOSED,
 - toutes les autres pièces jointes nécessaires.

Nota : Pour des raisons de discrétion, certains renseignements (à déterminer avec le maître d'ouvrage) n'apparaîtront pas sur les plans du DCE, lors de l'appel d'offres.

3.4. Contraintes de déroulement des travaux

a) Contraintes de réalisation des travaux

Les prescriptions et modalités relatives aux contraintes de déroulement des travaux devront être impérativement respectées par le titulaire du marché de travaux :

- Avant le commencement des travaux, dans chaque zone concernée par les travaux, un état des lieux contradictoire sera réalisé entre le titulaire du marché de travaux et la maîtrise d'œuvre (et un représentant de la CNMSS) ;
- Les travaux se dérouleront en site occupé ; Les locaux (bureaux, salle de réunion, autres usages, etc...) ne seront pas déménagés et resteront en activité et en fonctionnement pendant toute la durée des travaux. Certains travaux pourront être réalisés en horaires et/ou jours décalés (le soir après 19H30, le samedi) sous réserve d'obtenir l'autorisation de la CNMSS, du respect du règlement intérieur et du code du travail.
- L'établissement et ses activités seront maintenus en fonctionnement pendant toute la durée des travaux. Les fluides (CVC, électricité courant fort et courant faible, installations techniques diverses, incendie, etc.) devront être maintenus en fonctionnement, par le titulaire du marché de travaux, pendant toute la durée des travaux ;
- Le titulaire du marché de travaux aura entre autres à sa charge les interconnexions permettant d'assurer la continuité de service lors des travaux, notamment pour la sécurité incendie, les alarmes, les échanges d'informations...
- La mise en place et l'entretien des protections collectives seront à la charge de l'entreprise jusqu'à la réception des travaux ; L'entreprise et ses sous-traitants éventuels doivent s'assurer de la protection collective de leur personnel intervenant sur le chantier. En conséquence, chaque entrepreneur ayant à intervenir sur une tâche précise devra s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur aura à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel ;
- Le titulaire du marché de travaux doit mettre en œuvre tous les moyens nécessaires permettant la préservation permanente et en toutes circonstances de la sécurité des utilisateurs ;
- Le phasage et l'ordonnancement des travaux devront être respectés impérativement. En tout début de période préparation, le titulaire du marché de travaux devra remettre un planning détaillé des tâches de chaque corps d'états et indiquer la localisation des différents travaux avec les journées, demi-journées et horaires d'intervention. Ce planning devra recevoir le visa du maître d'œuvre et l'avis favorable du maître d'ouvrage. Ce planning sera régulièrement mis à jour par le titulaire et devra être respecté « stricto sensu » par le titulaire du marché ;
- Le titulaire du marché devra respecter les consignes définies par la CNMSS concernant notamment la gestion des accès, les lieux de stockages et manutention, les modalités d'intervention dans les bâtiments existants, les cheminements à utiliser pour les approvisionnements et les évacuations, etc. ; Les ascenseurs de l'établissement ne seront pas utilisés pour les travaux (utilisation des escaliers et/ou des monte-charge dédiés pour

acheminer les matériels et matériaux) ; Il n'y a pas de place disponible à l'intérieur des bâtiments pour stocker des matériaux ; par ailleurs interdit pour des raisons de sécurité incendie (le titulaire du marché de travaux doit prévoir toutes sujétions de stockage à l'extérieur (containers...) et adapter en conséquence ses approvisionnements ;

- Le titulaire doit en permanence et en toutes circonstances assurer le maintien des places de stationnement handicapées et / ou à mobilité réduite, ne pas perturber la voie publique, assurer la sécurité des passants et véhicules sur le domaine public, maintenir en parfait état les ouvrages publics, etc.,

- Afin de réduire les émissions de poussière, les déchets devront être transportés dans des conditionnements étanches ;

- Les dispositions d'isolement des zones chantiers (parois étanches, etc.) doivent être respectées par le titulaire du marché ;

- Le titulaire du marché doit prendre en compte toutes les mesures de réduction des nuisances sonores et vibrations (respect des horaires imposés pour les travaux bruyants), nuisances visuelles, poussières (outils avec système d'aspiration à la source, réalisation de confinement avec des doubles polyanes, mesures d'aspersion et de brumisation lorsque cela est possible, aspirateur avec filtres haute efficacité, etc.) ;

Nota : Les autres contraintes et exigences imposées par l'exploitant du site et/ou la réglementation devront être respectées.

- Le titulaire du marché de travaux doit en permanence et en toutes circonstances assurer le maintien des dispositions de sécurité incendie (nombre et largeurs des dégagements, évacuations, issues de secours, le fonctionnement des équipements incendie SSI, de l'éclairage de sécurité, etc.) ; En toutes circonstances, la sécurité des utilisateurs doit être assurée et le nombre et la largeur des dégagements des circulations doivent être conservés (et libres de tout obstacle). Le titulaire du marché de travaux doit réaliser autant d'interventions que nécessaires sur la centrale incendie pour activer et/ou désactiver les détecteurs dans les zones de travaux. Les éléments incendie déportés existants devront être protégés des chocs et des déclenchements intempestifs.

- Tous les accès (portes, entrées) et issues de secours des bâtiments doivent être maintenus libres en toutes circonstances et en permanence ;

- Chaque soir, en partant, un responsable désigné au sein de l'entreprise titulaire du marché, devra effectuer une ronde incendie (attention aux feux couvants).

- Au fur-et-à-mesure de l'avancement des travaux, les différentes zones de chantier devront être rangées (outils, matériaux...) et nettoyés autant de fois que nécessaire dans la journée. Lors des pauses, aucun matériau, ni outil ne devront rester dans les zones de travaux (pour la sécurité des résidents) ;

- Les horaires de travail sur le chantier sont les suivants :

Du lundi au vendredi inclus de **7h30 à 19h00**.

Les travaux bruyants devront respecter la réglementation acoustique et les arrêtés préfectoraux en vigueur. Les travaux bruyants (percements, démolitions) devront être programmés à l'avance et être effectués **après 18H00**.

- Le titulaire du marché doit respecter les autres contraintes et dispositions décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

b) Hygiène et sécurité : généralités

Les installations de chantier, adaptées en permanence aux effectifs, devront respecter les dispositions du code du travail et de la réglementation en vigueur. Elles devront être entièrement repliées à la fin des travaux.

Les prescriptions et mesures de sécurité et d'hygiène réglementaires devront être respectées en permanence.

Les prescriptions d'hygiène et de sécurité du coordonnateur SPS et du service de prévention de la CNMSS devront être impérativement respectées.

Les prescriptions du Plan Général de Coordination SPS (PGCSPS) devront être impérativement respectées par le titulaire du marché.

Toutes les entreprises devront effectuer une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS et établir un plan particulier de sécurité et de protection de santé (PPSPS).

Toutes les entreprises devront également effectuer une visite d'inspection préalable avec le service de prévention et signer le plan de prévention du chargé de prévention de la CNMSS (notamment pour les risques d'interférences avec les utilisateurs).

Tous les points relatifs à la sécurité seront vus en avance de phase entre le coordonnateur SPS, le chargé de prévention de la CNMSS, les entreprises, le maître d'œuvre et les utilisateurs, pendant la période de préparation du chantier.

Les travaux sur échelles, escabeaux et marchepieds, sont strictement interdits. Le titulaire du marché de travaux prévoira des moyens de travaux en hauteur adaptés. Il sera utilisé des PIR (Plateformes Individuelles Roulantes réglementaires (« Gazelles ») et des échafaudages réglementaires pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m et des échafaudages réglementaires stabilisés, avec garde-corps normalisés, au-delà d'une hauteur de 2,50 m (conformément aux prescriptions du PGCSPS). La hauteur des locaux concernés par les travaux est particulièrement importante.

Pour chaque situation, les protections collectives adaptées seront mises en place, en particulier pour les travaux en hauteur. Le port des E.P.I. adapté à toute situation est obligatoire (chaussures de sécurité, gants, protections auditives, lunettes, masques anti-poussière...).

Sur les toitures (zones concernées par les travaux), le titulaire devra mettre en place des protections collectives contre les chutes de personnes et des protections collectives contre les chutes d'objets. Les zones situées en aplomb des toitures et façades devront être également balisées au sol. Dans les escaliers, les échafaudages seront adaptés afin d'éviter tout risque de chute.

Isolement des zones de chantier : Dans chaque zone concernée par les travaux, des clôtures mobiles de chantier, seront mises en place par le titulaire du marché, sur toute la périphérie des travaux (avec signalétique et balisage réglementaires : panneau « chantier interdit au public », autres affichages réglementaires, adaptation de la signalétique d'évacuation, de l'éclairage de sécurité, des cheminements...). Ces clôtures et balisages empêcheront et interdiront l'accès du chantier au public. Le titulaire du marché devra à cet

effet la fourniture, la pose, l'entretien et l'adaptation à l'avancement du chantier des clôtures de chantier adaptées (clôtures rigides, lestées et contreventées (ne constituant pas un obstacle pour les occupants).

Les balisages et la signalétique seront adaptés aux occupants (dont certaines sont atteintes de déficience et/ou de handicaps sensitifs et/ou sensoriels) et seront réalisés conformément aux prescriptions du coordonnateur SPS, de la CNMSS et du maître d'œuvre.

Les dispositifs d'évacuation des gravats respecteront la réglementation en vigueur et les prescriptions du PGCSPS.

Les moyens d'extinction adaptés (avec leur signalétique) doivent être installés en permanence sur le chantier ; Dans chaque zone de travaux, le titulaire du marché devra mettre en place des extincteurs adaptés aux différents risques avec la signalétique réglementaire.

Des rondes incendie doivent être réalisées tous les soirs par les entreprises de travaux désignées.

Chaque matin, le chef de chantier préviendra le poste de sécurité de l'établissement de l'arrivée des ouvriers et le soir en partant, il préviendra le poste de sécurité de leur départ.

Les accès pompiers devront être conservés.

C) Installations de chantier entièrement à charge du titulaire du marché de travaux

Les prescriptions et modalités relatives aux installations de chantier prévues dans le PGCSPS du coordonnateur SPS et ci-après doivent être respectées par le titulaire du marché. Il s'agit notamment des points suivants :

« L'effectif de pointe prévisionnel du chantier sera indiqué par le titulaire du marché en tout début de période de préparation.

Le titulaire du marché de travaux doit, entre autres, la fourniture, l'amenée, l'installation complète et les raccordements (et le repli en fin de chantier après les travaux) des bungalows de chantier suivants, avec tous les mobiliers et prestations suivants :

1) un bungalow « Vestiaires / douches, dimensionné pour l'effectif de pointe du chantier (à raison de 1,5 m2 de surface utile minimum par personne pour la partie « vestiaires »), destiné aux ouvriers de toutes les entreprises, à minima composé des mobiliers et prestations suivants :

- de bancs adaptés à l'effectif de pointe du chantier ;
- d'armoires vestiaires double (propre/salle), fermant par cadenas, pour chacun des ouvriers, en nombre adapté à l'effectif de pointe du chantier ; (Chaque ouvrier devra être muni de son propre cadenas) ;
- de patères en nombre suffisant ;
- de l'affichage des consignes ;
- ces locaux « vestiaires/douche » seront conformes à la réglementation en vigueur (incendie...) et seront éclairés, chauffés, ventilés, munis de prises de courant étanches (pour l'entretien) en nombre suffisant ; La douche sera alimentée en eau chaude et en eau froide (avec réglage de la température). Un lavabo sera également mis en place.

2) **un bungalow « Sanitaires / WC »** dimensionné pour l'effectif de pointe du chantier, destiné aux ouvriers de toutes les entreprises, composé :

- de locaux « WC » comprenant un lavabo, une cuvette de WC et un urinoir ;
- pour chacun des locaux : des patères, des savons, des essuies-mains, les matériels d'hygiène nécessaires ;
- de l'affichage des consignes ;
- ces locaux « Sanitaires WC » seront conformes à la réglementation en vigueur (incendie...) et seront éclairés, chauffés, ventilés, munis de prises de courant étanches (pour l'entretien) en nombre suffisant ; Le lavabo sera alimenté en eau chaude et en eau froide (avec réglage de la température) ;

3) **un bungalow « Réfectoire »** dimensionné pour l'effectif de pointe du chantier (à raison de 1,5 m² utile minimum par personne pour le local « réfectoire »), destiné aux ouvriers de toutes les entreprises, afin de pouvoir se restaurer, à minima composé des mobiliers et prestations suivants :

- de tables à manger et de chaises en nombre adapté à l'effectif de pointe du chantier ;
- d'un évier ;
- de prises de courants étanches (en nombre suffisant) pour brancher des appareils d'électro-ménagers ;
- du savons, des essuies-mains, des matériels d'hygiène nécessaires ;
- de l'affichage des consignes ;
- ces locaux seront conformes à la réglementation en vigueur (incendie...) et seront éclairés, chauffés, ventilés, munis de prises de courant étanches (pour l'entretien et les appareils électro-ménagers...) en nombre suffisant ; L'évier sera alimenté en eau chaude et en eau froide (avec réglage de la température). »

4) **les autres installations de chantier et équipements demandés dans le Plan Général de Coordination SPS (PGCSPS).**

5) **Panneau de chantier réglementaire visible du domaine public** ;

Le panneau de chantier sera réalisé par le titulaire du marché de travaux. Il sera installé selon les indications de la CNMSS devant l'entrée de l'établissement et sera visible du domaine public. Il comportera sur sa hauteur autant de lignes nécessaires au recensement de toutes les entreprises de travaux (titulaire, co-traitants, sous-traitants). Le panneau comportera l'inscription du logo et des coordonnées complètes de CNMSS, du contrôleur technique et du coordonnateur SPS.

Les coordonnées de chaque intervenant comprennent le logo et l'adresse de l'entreprise concernée, le numéro de téléphone, l'adresse e-mail...Le titulaire du marché de travaux devra également l'affichage des autorisations administratives de travaux et de la déclaration préalable aux organismes de prévention, visible depuis le domaine public.

6) **Raccordements en fluides**

Le titulaire du marché de travaux doit le raccordement des bungalows de chantier en fluides depuis les origines des différentes énergies sur le site (eau potable : adduction à réaliser depuis le compteur d'eau général du site, électricité courant fort : piquage à réaliser depuis le poste de transformation du site, évacuation des eaux usées : raccordements à réaliser depuis les réseaux enterrés existants du site et/ou prévoir un raccordement autonome (avec vidange autant de fois que nécessaire). Les raccordements en fluides devront être visualisés lors de la visite des lieux avant la remise des offres.

Les bungalows de chantier seront installés à un emplacement validé par l'exploitant et le maître d'ouvrage.

Le titulaire du marché de travaux doit faire effectuer à ses frais la vérification des installations électriques de chantier par un bureau de contrôle technique agréé.

Le titulaire du marché de travaux devra à la fin des travaux enlever toutes ses installations de chantier et remettre en état les lieux.

d) Nettoyages et protections des ouvrages

Les prescriptions de nettoyages et de protections des ouvrages mentionnées ci-après devront être impérativement respectées par le titulaire du marché.

Protection des existants à la charge du titulaire du marché

Protection des ouvrages existants

- Avant le commencement des travaux, le titulaire du marché devra informer le maître d'œuvre et les utilisateurs, des éventuelles dégradations constatées des ouvrages et locaux existants ;
- Lors de toute exécution de travaux, le titulaire du marché devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles, pour assurer dans tous les cas, la conservation sans dommage, des ouvrages existants contigus et/ou situés à proximité.

Mesures de conservation des existants et des abords

- Le titulaire du marché de travaux est responsable du maintien en bon état des installations existantes et ce pendant toute la durée des travaux ;
- Les protections à mettre en place seront fonction de l'état de conservation des existants. Ils pourront être par exemple des écrans physiques (contreplaqués, polystyrène, caoutchouc...), des écrans anti poussière, des recouvrements par films plastiques double ensachage, des sas étanches, etc... ;
- Toutes ces protections devront être maintenues pendant toute la durée des travaux ;
- La liste des protections citées ci-dessus n'est pas exhaustive ;
- Les abords des bâtiments devront être sauvegardés en leur état ;
- Ces protections seront aux frais du titulaire du marché ;
- Un état des lieux contradictoire (des ouvrages existants et des espaces extérieurs), entre le titulaire du marché et le maître d'œuvre, sera établi avant le début du chantier ;
- Des états des lieux contradictoires, entre le titulaire du marché et le maître d'œuvre, seront établis, avant le début de chaque intervention, dans les différentes zones de travaux du bâtiment ;
- A la fin du chantier, le titulaire du marché effectuera à sa charge tous les travaux nécessaires à la remise en état des lieux ;

Prescriptions générales de nettoyage

- Les déchets devront être évacués hors du chantier au fur et à mesure des travaux ;
- En fin de travaux, le titulaire du marché de travaux devra enlever toutes les protections et effectuer tous les nettoyages nécessaires dans tous les lieux concernés par les travaux, de même que ceux utilisés pour le passage des ouvriers, les approvisionnements, l'enlèvement des gravois ;
- Les abords seront nettoyés ;
- Les ouvrages existants conservés, non concernés par les travaux, devront être restitués dans le même état, que lors de leur mise à disposition au titulaire du marché, en début des travaux.

Nettoyages en cours de chantier à charge du titulaire du marché

En cours de chantier, le titulaire du marché de travaux doit nettoyer et maintenir en permanence et en toute circonstance son chantier en parfait état de propreté. Les différentes zones de chantier seront nettoyées tous les jours, autant de fois dans la journée que nécessaire (aux frais du titulaire du marché).

Le titulaire du marché de travaux doit ainsi, le nettoyage des locaux du bâtiment concernés par les travaux, après chaque intervention (nettoyage approfondie).

Premier nettoyage complet, en fin de chantier, avant les OPR

En fin de chantier, avant les opérations préalables à la réception, le titulaire du marché de travaux doit réaliser, un premier nettoyage complet de ses ouvrages et des espaces extérieurs concernés par les travaux (nettoyage approfondie pour les locaux concernés de l'établissement).

Deuxième nettoyage complet, lors de la livraison

En fin de chantier, avant la livraison (pour la levée des réserves), le titulaire du marché de travaux doit réaliser, un deuxième nettoyage complet de ses ouvrages et des espaces extérieurs concernés par les travaux (nettoyage approfondie pour les locaux concernés de l'établissement).

Nettoyage des installations de chantier :

Le titulaire du marché doit nettoyer, entretenir et maintenir en parfait état de propreté ses installations de chantier.

e) Gestion, tri sélectif, stockage, transport, évacuation dans des décharges autorisées et traitements des déchets

Le titulaire du marché de travaux doit réaliser (entièrement à ses frais) la gestion, le tri sélectif, le stockage (à l'extérieur du bâtiment dans des bennes à vider régulièrement), le transport et l'évacuation des déchets et gravois de chantier, ainsi que leurs traitements, conformément à la réglementation en vigueur.

Tous les bordereaux de suivi des déchets, tous les bordereaux d'acceptation préalable et d'acceptation définitive, seront fournis au maître d'œuvre, au coordonnateur SPS et au chargé de prévention de la CNMSS.

A l'intérieur des locaux, les déchets seront évacués immédiatement en dehors du bâtiment à l'avancement. Les déchets et gravois seront emballés (conditionnements étanches) pour leur évacuation, à l'intérieur du bâtiment et à l'extérieur, afin d'éviter toute poussière émission de poussière. La localisation précise des bennes de déchets (à vider et évacuer régulièrement) sera définie ultérieurement. Leurs emplacements devront être définis sur le plan d'installation de chantier (PIC) au démarrage de la période de préparation.

Les prescriptions réglementaires relatives aux déchets dangereux devront être impérativement respectées.

f) Mise en œuvre de sources de chaleur, permis feu, permis poussière

L'exécution des travaux nécessitant la mise en œuvre d'une source de chaleur mobile (chalumeau, lampe à souder, découpes, outils utilisant de l'énergie électrique...) devra être précédée de la remise au coordonnateur SPS et au chargé de prévention de la CNMSS d'une fiche journalière (permis feu journalier) indiquant :

- la nature, le lieu, la date et la durée du travail à effectuer ;
- les mesures de prévention prises contre les risques d'incendie ;
- les moyens de lutte contre l'incendie prévus sur le chantier concerné ;

Ils pourront être soumis dans des cas particuliers à autorisation du Maître d'œuvre.

Par ailleurs, un formulaire « risque poussière » sera également rempli quotidiennement lors des opérations de démolition et de dépose, ainsi que lors des opérations, généralisant un risque de poussière (afin d'éviter notamment les déclenchements intempestifs de détecteurs incendie existants et vérifier que les mesures de limitation des poussières et de réduction des nuisances soient bien respectées).

g) Mesures de sûreté

Le titulaire du marché de travaux doit fournir la liste de tous les personnels de tous les personnels, dans le cadre des demandes d'autorisations d'accès au site. Le port du badge par tous les ouvriers est obligatoire pendant le chantier. Le règlement intérieur de la CNMSS et le niveau Vigipirate en vigueur doivent être respectés à tout moment. Le titulaire du marché de travaux a également une obligation de discrétion vis-à-vis des lieux et des documents en sa possession.

h) Autorisations et démarches administratives à charge du titulaire du marché : Texte à insérer dans le CCAP :

Toutes les autorisations et démarches administratives, d'occupation et/ou d'utilisation de la voirie et/ou du domaine public, sont entièrement à la charge et aux frais du titulaire du marché de travaux. Toutes les démarches préalables et autorisations administratives, relatives aux réseaux et aux concessionnaires (DICT : dossiers de Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux), sont également entièrement à la charge et aux frais du titulaire du marché de travaux. Des copies des demandes et des autorisations seront fournies au maître d'œuvre.

3.5. Continuité de fonctionnement à respecter pendant les travaux

Les contraintes suivantes devront être respectées :

3.5.1. Continuité de fonctionnement du site et de l'établissement

Pendant les travaux, le site sera en activité : la continuité de fonctionnement de l'établissement devra être assurée.

Les locaux (bureaux, salle de réunion, autres usages, etc...) ne seront pas déménagés et resteront en activité et en fonctionnement pendant toute la durée des travaux. Les travaux se dérouleront en site occupé. Certains travaux pourront être réalisés en horaires et/ou jours décalés (le soir après 19H30, le samedi).

3.5.2. Continuité de fonctionnement d'un système de sécurité incendie

Pendant toute la durée des travaux, le titulaire du marché doit assurer la sécurité de l'établissement et des occupants :

- le système de sécurité incendie (SSI) des bâtiments brun et bleu devra impérativement être maintenu en permanence en fonctionnement,
- la continuité de fonctionnement des systèmes de désenfumage naturel des cages d'escalier et des systèmes de désenfumage mécanique des locaux devra être assurée,
- le recouplement coupe-feu des circulations (parois et blocs portes) devra être maintenu.

Le mode opératoire, le calendrier et le phasage retenu par le maître d'œuvre devront être respectés.

4. PLANNING PREVISIONNEL DE L'OPERATION

Les délais sont spécifiés dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du présent marché de maîtrise d'œuvre privée.

5. ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE DES TRAVAUX

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle hors TVA affectée aux travaux, par le maître d'ouvrage, est indiquée dans l'acte d'engagement du présent marché de maîtrise d'œuvre privée.

Le maître d'œuvre doit respecter le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle des travaux du maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre devra proposer dès la phase avant-projet sommaire (APS) un découpage des travaux avec une tranche ferme et trois tranches optionnelles distinctes à minima.